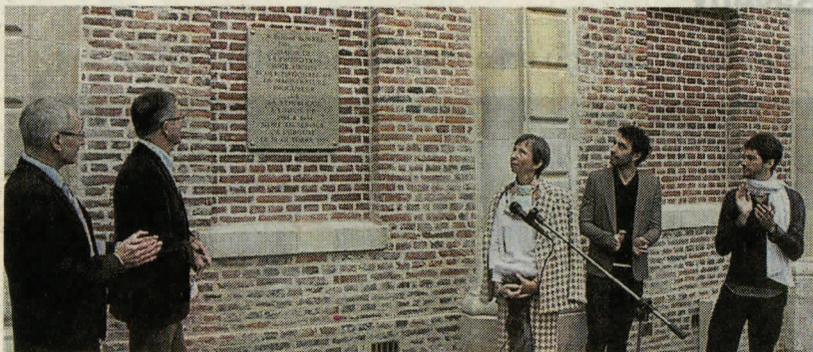


Mort du juge Borrel : un petit pas vers la vérité



Une plaque a été dévoilée hier en mémoire du magistrat mort à Djibouti.

Reportage

Gardiennne du tribunal de Lisieux quand Bernard Borrel était procureur, Monique Correa se souvient d'un homme « **d'une très grande humanité** ». À la nuit tombante, le nez penché sur des dossiers importants dans son bureau, « **ses enfants déboulaient en trombe en criant « papa, Papa !** ». » Quand la nouvelle de sa mort, le 19 octobre 1995, dans des conditions obscures à Djibouti, a parcouru la ville, personne au TGI (tribunal de grande instance) n'a cru à un suicide.

L'assassinat de celui qu'on appelle le juge Borrel est reconnu par la justice française en 1995. En 2007, c'est le président Sarkozy qui reçoit la famille à l'Élysée. Mais certains dossiers, datant de la période 1995 à 1997, demeurent sous la protection du secret-défense. Un point clé car en 2011 un

militaire français a raconté que l'armée avait eu connaissance très tôt de l'assassinat de Bernard Borrel. Ce que Gérard Longuet, ministre de la Défense, avait démenti.

Aujourd'hui un nouveau juge d'instruction devrait s'emparer du dossier. Selon *Le Figaro* d'hier, la juge parisienne Sophie Clément passe la main après dix ans d'instruction, appelée à d'autres fonctions. Sur la plaque commémorative dévoilée hier à Lisieux, sur l'esplanade du tribunal où Bernard Borrel fut procureur de la République de 1988 à 1994, l'inscription « **mort en service** » est un petit pas vers la recherche de la vérité.

Yann-Olivier BRICOMBERT.

L'appel lancé par Élisabeth Borrel

▶ En vidéo sur www.ouest-france.fr/lisieux

LISIEUX

Pays d'Ange 23.1

HOMMAGE - Bernard Borrel a été procureur de la République à Lisieux Une plaque dévoilée Cour Matignon

■ Samedi matin, le comité de soutien à Élisabeth Borrel s'est réuni cour Matignon, pour dévoiler une plaque en hommage au juge assassiné.

Le 19 octobre 1995, le juge Bernard Borrel est retrouvé mort dans un ravin à 80 km de Djibouti, où il avait été détaché comme conseiller technique au sujet d'une affaire de terrorisme. La thèse officielle a conclu au suicide du juge. Une version totalement réfutée par sa veuve, Élisabeth Borrel. Le juge Borrel, avant d'être nommé à Djibouti, a occupé le poste de procureur de la République à Lisieux pendant six ans où il a été très apprécié. « *Cette annonce a stupéfié Lisieux. Le juge Borrel n'était pas un homme à se suicider. Yvette Roudy, maire de Lisieux et Anne d'Ornano, ont été les seules à refuser cette vérité* » rappelle André Lucas, le président du comité de soutien à Élisabeth Borrel.

Depuis des années, sa femme se bat pour faire éclater la vérité, aidée par le juge Benoît Morice et le journaliste Bernard Nicolas, dont le documentaire « *L'assassinat d'un juge* » révélait les failles et les incohérences de la thèse officielle. Depuis 2006, à Lisieux,



Lexoviens, élus et magistrats sont venus participer à cette cérémonie samedi matin Cour Matignon.

un comité de soutien a été créé, il regroupe aujourd'hui 150 adhérents. Samedi, cour Matignon, à quelques mètres de l'ancien bureau du juge, une plaque a été dévoilée par la veuve du juge et ses deux enfants. L'affaire n'est pas encore élucidée mais en 2007, l'État Français a reconnu le décès du juge Borrel mort en service. Sa veuve demande aujourd'hui la levée du secret défense pour avoir accès à tous les documents de cette douloureuse affaire et prouver l'assassinat de son mari.



Élisabeth Borrel a dévoilé une plaque en hommage à son mari, assassiné à Djibouti.